

16 novembre 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Point de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et la Pologne dans le cadre de la construction européenne, à Varsovie le 16 novembre 2012.

LE PREMIER MINISTRE POLONAIS -- « Monsieur le Président, cher François, notre réunion a duré un peu plus longtemps que prévu. Conformément à l'annonce de M. le Président, nous avons eu une très bonne ouverture des relations polonaises. Elles sont excellentes. Ce qui veut dire, en ce qui concerne notre réunion, des points concrets concernant la coopération politique, économique et militaire. C'était les sujets de notre repas de travail.

Premièrement, je souhaite remercier très chaleureusement M. le Président pour cette parole prononcée à la nation polonaise dans le cadre de son intervention à la Diète polonaise, au parlement polonais. Ces paroles parlaient de l'histoire franco-polonaise, du mérite polonais pour l'Europe, mais elles étaient avant tout des paroles qui visaient l'avenir. Nous avons longtemps attendu ces paroles de la part d'un président français : entendre que la place de la Pologne est au cur même de l'Europe, que la Pologne sera présente à chaque débat sur l'avenir de l'Europe car la zone euro a besoin d'elle pour discuter de son avenir.

La Pologne est nécessaire non seulement en raison du potentiel polonais mais aussi en raison de notre intention qui est très claire d'adhérer à la zone euro, au moment où nous serons à 100% prêts. Dans notre débat, j'ai confirmé à M. le Président notre intention. Nous avons discuté des relations bilatérales, du domaine de coopération économique, de l'industrie de la défense et de l'énergie sans en évoquer d'autres -- nous nous sommes focalisés sur ces deux industries-là qui sont très prometteuses. Je suis persuadé que dans les mois à venir, nous aurons beaucoup de messages aux entrepreneurs polonais et français.

Nous nous sommes focalisés sur le cadre financier pluriannuel. La Pologne et la France veulent que la politique de cohésion et la politique agricole commune soient bien les deux postes qui nécessitent le soutien. C'est pourquoi nous allons agir ensemble et augmenter l'enveloppe destinée à la politique agricole commune, à la politique de cohésion, par rapport aux projets existants. Nous sommes conscients du fait que les coupures dans le budget européen sont nécessaires. Le budget ne peut pas être trop élevé, mais ceci ne peut pas se faire sur deux politiques qui ont un impact évident, positif sur la politique de la croissance, de l'emploi mentionné par le président HOLLANDE lors de sa première visite à Bruxelles, au début de son mandat.

Nous sommes d'accord pour le postulat d'agir pour la croissance et pour l'emploi à 100%. C'est pourquoi notre réunion est un signal fort pour tous les états amis de la politique de cohésion. La réunion avec les 15 montre bien que nous avons vraiment entendu ces paroles qui nous permettront d'avoir une synergie positive dans le débat sur le budget. La Pologne et la France après cette réunion, j'en suis profondément convaincu, pourront agir de manière efficace pour voter rapidement un budget économique, bien construit, qui prévoit des fonds plus importants pour la politique agricole commune et la politique de cohésion. Merci encore de votre visite ».

LE PRÉSIDENT -- « Je voudrais une fois encore remercier les autorités polonaises pour l'accueil qui a été réservé à la France, au-delà de ma personne. Tout particulièrement, je veux saluer le Premier ministre, Donald TUSK, que j'apprécie beaucoup pour la qualité de ses interventions au Conseil européen depuis que i'v siècle.

.....

Je veux aussi me réjouir de l'état d'esprit qui a plané dans toutes les réunions auxquelles j'ai pu participer, aussi bien avec le président, qu'avec le Premier ministre. Nous avons la volonté commune de relancer notre coopération sous toutes les formes qu'il soit possible d'imaginer. Les coopérations culturelle et scientifique sont déjà là. Sur le plan économique, nous pouvons faire davantage, dès lors que c'est dans l'intérêt commun de nos deux pays. Au cours de notre rencontre, nous en avons fait la démonstration, notamment pour ce qui concerne l'énergie et la défense. Pour l'énergie, nous avons en commun la même volonté de diversifier nos sources d'énergie et d'aller vers celles qui nous paraissent dignes du futur. Nous pourrions donc utiliser toutes les compétences des entreprises pour y parvenir.

Sur le plan des industries de défense, il y a un double enjeu : celui de notre propre sécurité et celui de notre capacité. Nous sommes deux grands pays d'Europe à préparer l'Europe de la défense.

Sur les questions qui paraissent les plus difficiles pour l'Europe, c'est-à-dire le budget, s'il n'y avait que la France et la Pologne, le compromis serait déjà fait. Mais nous ne sommes pas que deux pays, nous sommes vingt-sept ! Mais c'est déjà beaucoup que ce que représente la Pologne -- c'est-à-dire les pays de la cohésion -- et ce que représente la France -- c'est-à-dire les pays fondateurs -- puissions déjà nous mettre d'accord.

Nous considérons en effet qu'il n'y a pas de concurrence, de compétition, de contradiction entre les dépenses de la politique agricole commune et celle des fonds de cohésion et que ces dépenses-là contribuent à la croissance plus qu'aucune autre. Quand il est dédié par des crédits de cohésion, à un pays comme la Pologne, des moyens pour investir dans l'énergie ou dans les transports, c'est bon pour l'ensemble de la croissance européenne. Et quand, nous soutenons le développement rural, nous améliorons la qualité de notre alimentation, c'est bon pour l'ensemble de l'économie européenne. Nous portons donc ensemble les deux priorités : les fonds de cohésion et la politique agricole commune. En même temps, nous avons aussi conscience que le budget européen doit être maîtrisé, qu'il doit donc être fixé au bon niveau, ni trop haut pour ne pas gêner les redressements budgétaires que nous opérons dans chacun de nos pays, ni trop bas pour ne pas entraver les politiques communes.

Nous partons donc avec cette même approche et la même volonté de trouver ce compromis lors de la prochaine réunion du Conseil européen. Il faudra tout regarder. On parle beaucoup des dépenses liées à la cohésion, des dépenses de la politique agricole commune... Nous regarderons toutes les autres dépenses, pour qu'il puisse y avoir des transferts et qu'il puisse y avoir, justement, la préservation de ce qui nous paraît l'essentiel. De la même façon, nous regarderons aussi les rabais et les chèques qui sont versés, aux uns et aux autres, pour que chacun puisse faire un effort pour maîtriser les dépenses de l'Union européenne.

Je voudrais terminer par l'euro. Je m'en suis expliqué devant la Diète rassemblée et je la remercie pour son accueil. La Pologne est une nation souveraine. Elle décidera, quand elle le voudra, de son adhésion à la zone euro. Qu'elle sache bien qu'elle sera dès à présent associée à toutes ses décisions. Parce que pour la France, la Pologne a nécessairement sa place dans la construction monétaire européenne.

La Pologne fait partie de ces pays avec lesquels la France veut avancer plus vite qu'avec d'autres pour l'Union européenne de demain. Voilà pourquoi, j'ai été très heureux d'y passer toute la journée. Je ne sais pas ce que les Français vont penser... Ils peuvent penser que je n'ai pas été à mon poste de responsabilité ! Et bien si, en venant ici en Pologne, j'ai défendu les intérêts de la France, les intérêts de l'Europe et en plus l'amitié entre la France et la Pologne.